

ALERTE INFO 12H00

Sur son compte Twitter, Valérie Trierweiler souhaite "courage" à l'adversaire de Ségolène Royal

# Le président «normal» et le sapeur Camember

Mots clés : Dépense Publique, François Hollande, Olli Rehn, Didier Migaud, Gilles Carrez, Pierre Moscovici, Marisol Touraine, Nicolas Sarkozy

Par Yves de Kerdrel

Mis à jour le 11/06/2012 à 22:25 | publié le 11/06/2012 à 15:56 Réactions (2)

J'aime 2 Tweeter 0 Recommander 3

## La chronique d'Yves de Kerdrel

Le 6 mai dernier les Français ont élu un nouveau président de la République qui ne cesse de se revendiquer comme étant «normal». Personne ne saurait vraiment très bien définir cette normalité qui consiste à se déplacer en voiture à plus de 160 kilomètres heure ou à composer un gouvernement de 34 ministres lorsque le précédent en comptait seulement 25, voire à embaucher pas moins de 31 conseillers à l'Élysée. Que n'aurait-on pas lu ou entendu si tout cela avait été le fait de Nicolas Sarkozy?

Enfin, admettons que **François Hollande** soit un président «normal», il n'en est pas moins à la fois sourd et aveugle. Car depuis qu'il a été élu, la Cour des comptes, puis l'Inspection générale des finances et enfin la Commission européenne ont exhorté la France à réduire ses dépenses publiques. Mais rien n'y fait: François Hollande dépense sans compter.

Le député **Gilles Carrez** a calculé qu'en l'espace d'un mois, le nouveau gouvernement a d'ores et déjà créé «20 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires d'ici à cinq ans, soit l'équivalent de 1 % de la richesse nationale.» Cela comprend l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire (subvention qui finance, hélas, davantage l'achat d'une nouvelle console de jeux plutôt que d'un nouveau cartable), la fin du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, et le retour de la retraite à 60 ans pour certaines personnes ayant commencé à travailler à 18 ou 19 ans.

À chaque fois, c'est le même refrain qui est seriné par le ministre chargé d'annoncer ces nouvelles largesses: «tout est financé!» Autrement dit: «Français, dormez tranquille. La facture, c'est pour plus tard. Surtout, ne réduisez pas votre train de vie. L'État s'occupe de tout. Y compris du rétablissement des comptes publics!»

Mais non. Rien n'est financé justement. Absolument rien! Tant que l'État porte une dette de plus de 1730 milliards d'euros qui va le conduire à être, dès l'année prochaine, le premier emprunteur européen, tant qu'il paye chaque année plus de 50 milliards d'euros en intérêts et charges financières, tant qu'il affiche un déficit budgétaire de 85 milliards d'euros, il ne peut se permettre aucune largesse, aucun cadeau superflu, ni aucune dépense publique non justifiée.

Prenons l'exemple de la réforme de la retraite à 60 ans. **Marisol Touraine** nous a expliqué que ses mesures étaient financées sans difficulté par une hausse des cotisations retraite de 0,5 point. Très bien! Mais dans un pays au bord de la faillite, comme l'est la France, s'il existe vraiment la possibilité de ponctionner les entreprises et les salariés à hauteur de 1,1 milliard d'euros par an en 2013 et

## Ni reniement, ni compromission



L'éditorial de Paul-Henri de Limbert.

**FIGARO DIGITAL**  
L'intégrale du Figaro.fr 12€/mois

The New York Times  
Sélection hebdomadaire

### Les dossiers Mon Figaro

- Éducation et présidentielle**  
Depuis 1958, l'éducation a régulièrement été au coeur des campagnes.
- Présidentielle**  
Les campagnes de la Ve République à travers l'histoire.
- La justice internationale**  
Les arcanes, les progrès et les limites.
- Prisons françaises**  
Histoire et décryptage d'un univers opaque.

Découvrez **Mon Figaro Select**

### Les Décideurs

Consultez les **biographies** et les dernières infos Figaro des **3 000** premiers managers en France.

Rechercher :

Personnalité  Société

**RECHERCHER**

.....

Ils font partie des **Décideurs Figaro**

### Abonnement

2 MOIS / 22 €

50% DE RÉDUCTION

Vite j'en profite

**LE FIGARO**  
Espace Abonné

### Figaro en PDF

### Figaro Digital

L'intégrale du Figaro en numérique

À partir de 12€/mois

### L'Avis du Vin

LE FIGARO.fr l'avis du vin

LE VIN A TROUVÉ SON DOMAINE

www.lefigaro.fr/vin

**FIGARO SÉLECTION**  
Toutes nos offres exclusives

### Privilèges

LE FIGARO privilèges

SAISON 5  
AUTOMNE-HIVER 2011

Cliquez ici

Carnet du jour

de 3 milliards en fin de quinquennat, la seule destination de cet argent doit être la réduction du déficit budgétaire, et non l'amélioration des conditions de vie de quelque 110.000 personnes.

Il faut vraiment être sourd et aveugle pour n'avoir pas vu, lu ou entendu les recommandations faites au cours des derniers jours par le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, par Didier Migaud, le socialiste bon teint, que Nicolas Sarkozy avait nommé à la tête de la Cour des comptes et par les propres services de Bercy, placés sous la tutelle de Pierre Moscovici. Ces derniers n'y sont pas allés par quatre chemins dans un rapport de l'Inspection des finances sur les «leviers d'actions» pour améliorer les comptes publics. Ils rappellent en préambule «qu'une trajectoire de retour à l'équilibre qui reposerait essentiellement sur une hausse des recettes (entendez: des augmentations d'impôts) singulariserait la France et serait contradictoire avec les efforts visant à améliorer la compétitivité de son économie».

Et les auteurs de ce rapport d'estimer que 56 milliards d'euros d'économies peuvent être réalisées d'ici à 2016. Un montant qui comprend des efforts sur les dépenses d'intervention (les diverses allocations par exemple) et sur le fonctionnement de l'État. Celui-ci pourrait ainsi économiser facilement 21 milliards en quatre ans, a calculé l'Inspection des finances. Ce qui représente 5,3 milliards par an!

Plutôt que d'écouter toutes ces voix autorisées, François Hollande, tel son convoi officiel filant à vive allure, a décidé d'appuyer sur l'accélérateur des dépenses. Dans quelques semaines il lancera son programme d'embauches de 60.000 nouveaux fonctionnaires dans l'Éducation nationale, pour un coût cumulé de 5,2 milliards d'euros sur l'ensemble du quinquennat. Et pour combler ces nouveaux trous dans le budget le nouveau président, **tel le sapeur Camember**, n'a rien trouvé de mieux que de creuser des trous soit dans la poche des Français, soit dans la compétitivité des entreprises soit encore, et c'est bien pire, dans la visibilité des comptes de l'État.

ydekerdrel@lefigaro.fr

**LIRE AUSSI:**

- » [Le déficit de l'Etat atteint 55,9 milliards fin avril](#)
- » [La baisse des taux, une aubaine pour Bercy](#)
- » [Bercy détaille son calendrier des prochains mois](#)
- » [La pression s'accroît pour réduire la dépense de l'État](#)
- » [Budget: un rapport préconise des mesures sensibles](#)
- » [«20 milliards de dépenses supplémentaires en un mois»](#)
- » [La Cour des comptes presse l'État de réduire ses dépenses](#)
- » [Chaque mois qui passe fragilise les finances publiques](#)

Par  Yves de Kerdrel



**Plus de 2 500€ impôts ?**

Vous payez plus de 2 500€ d'impôt ? Investissez dans un Logement Neuf et devenez NON IMPOSABLE!

» [Cliquez ici](#)



**Opportunité 7% rendement**

Premium 7 2012, un partenariat BNP & Cyrus Conseil

» [Cliquez ici](#)



**Exceller dans le Forex**

Simulations, Analyses, Strategies, Nous sommes la pour vous guider

» [Cliquez ici](#)

Publicité  Ligatus

**Réagir à cet article**

Vous êtes membre Mon figaro Business



François-Henri PINAULT  
Président Directeur Général  
PPR



Matthieu PIGASSE  
Directeur Général Délégué  
Lazard Ltd



Patrick COLLARD  
Directeur Général Délégué  
Radio France

Découvrez **Mon Figaro Digital**

Toutes les annonces

Galerie Photo

Découvrez la collection

Figaro Cadeaux

Mobile

Toute l'actu avec l'appli Le Figaro.fr Sur OVI Store  
[Cliquez ici](#)

La phrase du jour

**On ne peut pas être un candidat de gauche et faire battre une candidate de gauche avec les voix de la droite**

Rien n'y a fait. **Martine Aubry** a eu beau appeler le dissident socialiste rochelais Olivier Falorni, arrivé deuxième derrière Ségolène Royal dimanche, celui-ci a maintenu sa candidature pour le second tour.

Tous les confidentiels du Figaro

La sélection Éco

**Conflits sociaux**

**DOSSIER** - Conséquence de l'explosion du nombre de plans sociaux, les conflits du travail se sont multipliés et ont gagné en intensité.

